

MESSAGE DE LA MINISTRE

À titre de ministre du Développement international, je suis heureuse de déposer le Rapport au Parlement sur l'aide au développement officielle du gouvernement du Canada 2017–2018.

La Politique d'aide internationale féministe du Canada a été rendue publique en juin 2017 et a aidé à positionner le Canada comme un leader mondial dans la promotion du développement durable sous l'angle de l'égalité des genres. Elle vise à éradiquer la pauvreté et à bâtir un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère. S'appuyant sur des données probantes, le Canada reconnaît que la promotion de l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles sont les moyens les plus efficaces pour atteindre cet objectif. La politique et ses objectifs témoignent du solide engagement du Canada à l'égard du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement pour le développement, qui visent conjointement à éradiquer la pauvreté d'ici 2030.

En vertu de la Politique d'aide internationale féministe, le Canada met en œuvre une approche ciblée et transversale de l'égalité des genres. Cela nous permet de mettre l'accent sur les initiatives qui luttent contre la pauvreté et les inégalités en soutenant l'égalité des genres et en défendant les droits des femmes et des filles, en particulier leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive. En 2017–2018, j'ai été fière d'annoncer plusieurs nouveaux investissements à cette fin, notamment un investissement de 150 millions de dollars pour soutenir les organisations et les mouvements locaux de défense des droits des femmes dans les pays en développement, et un investissement de 100 millions de dollars pour aider les petites et moyennes organisations à fournir des résultats d'aide internationale concordant avec la Politique d'aide internationale féministe et à mettre en œuvre des programmes innovants en partenariat avec les organisations locales. Il s'agit d'un ajout aux 650 millions de dollars sur trois ans consentis pour soutenir la santé et les droits sexuels et reproductifs annoncés par le premier ministre en mars 2017.

J'ai également eu le plaisir de lancer la Politique du Canada des partenariats avec la société civile pour l'aide internationale : une approche féministe, qui renforcera la coopération avec les partenaires de la société civile, rehaussera leur capacité dans des domaines clés et rendra les résultats de l'aide internationale plus efficaces et ses effets plus grands.

Le gouvernement a pris d'importantes mesures pour renforcer la mise en œuvre de la nouvelle Politique d'aide internationale féministe et l'engagement envers le Programme de développement durable à l'horizon 2030 au moyen du Budget de 2018, notamment l'annonce d'une aide internationale supplémentaire de 2 milliards de dollars sur cinq ans à compter de l'exercice 2018–2019.

Le Budget de 2018 a prévu des investissements clés pour appuyer l'innovation en matière d'aide internationale canadienne. À compter de 2018–2019, un montant de 1,5 milliard de dollars sur cinq ans sera affecté à deux nouveaux programmes : le Programme d'innovation en aide internationale et le Programme de prêts souverains. Ces deux nouveaux programmes compléteront les instruments de développement du Canada et renforceront sa capacité à tirer parti de l'aide internationale canadienne pour débloquer les fonds supplémentaires à l'appui du développement durable. En février 2018, le Canada a lancé son Institut de financement du développement, FinDev Canada, afin de continuer à élargir et à diversifier son éventail de mécanismes de collaboration avec le secteur privé pour appuyer les priorités de développement international.

Le Budget comprenait également un engagement à améliorer la transparence des programmes d'aide internationale du Canada. Cet engagement prévoit une réforme et une meilleure communication de la structure de financement de l'aide internationale du Canada, comme la création de réserves de fonds distinctes consacrées à l'aide humanitaire et à l'aide au développement de base. Il s'agit d'améliorer la production de rapports sur l'aide internationale du Canada et les communications avec la population canadienne et les autres intervenants. Nous continuerons à œuvrer à la concrétisation de cet engagement au cours de l'année à venir.

Je suis également fière des contributions que les Canadiennes et Canadiens et les partenaires de la société civile ont apportées à l'action humanitaire grâce au Fonds de secours pour la crise au Myanmar, créé par le gouvernement du Canada. En 2017–2018, le Canada a fourni plus de 38 millions de dollars pour soutenir les centaines de milliers de personnes touchées au Bangladesh et au Myanmar par la violence qui ravage ce pays. Ce soutien prévoit une somme de 12,5 millions de dollars équivalente aux généreuses contributions versées par les Canadiennes et les Canadiens aux organismes de bienfaisance enregistrés en vertu de l'initiative du